



Elections législatives au Venezuela: Pourquoi le chavisme peut gagner

Par [Romain Migus](#)

Mondialisation.ca, 10 novembre 2015
romainmigus.com/

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)
Thème: [Désinformation médiatique](#),
[Histoire, société et culture](#)

A première vue, cette affirmation a de quoi surprendre le lecteur. En effet, depuis plusieurs mois, l'immense majorité de la presse internationale a préparé le terrain à une hypothétique victoire de l'opposition lors des élections parlementaires que connaîtra le Venezuela le 6 décembre 2015. La crise économique qui frappe de plein fouet les pays d'Amérique Latine exportateurs de matière première est particulièrement commentée dans le cas du Venezuela par les vautours médiatiques habituels. Plus surprenant, des publications plus progressistes semblent s'être joint aux chœurs des critiques destructrices, décrivant la vie au Venezuela comme le dernier cercle de l'enfer. Dans les conditions décrites par cette immense majorité de médias internationaux, le lecteur en conclura que seul un fou endoctriné, un sadomasochiste pervers, voire les deux, peuvent continuer à soutenir un tel processus politique. La chose semble entendue, le chavisme va perdre les élections. Or, qu'en est-il vraiment ? Le mois de décembre sonnera-t-il le glas de la Révolution Bolivarienne ? Rien n'est moins sûr.



L'apprentissage de la démocratie électorale

Le 10 mai 2015, la présidente du Conseil National Electoral (CNE), Tibisay Lucena, a mis fin à une série de rumeurs prédisant l'annulation des élections parlementaires. Durant une conférence de presse, elle annonça la tenue de ces élections le 6 décembre et rappela que le CNE a, depuis sa création en 2000, organisé et supervisé pas moins de 67 processus électoraux (1), soit plus de 4 par an.

Aucun de ces processus électoraux ne fut reconnu frauduleux par les observateurs internationaux, l'opposition ne se plaignant du système électoral que lorsqu'elle perd. Rappelons que l'ancien président des Etats-Unis, Jimmy Carter a reconnu que le système électoral vénézuélien est « le meilleur du monde » (2).

A la longue liste des élections organisées par le CNE, s'ajoutent les multiples processus électoraux auxquels les Vénézuéliens se soumettent au sein de leur Conseil communal ou d'autres instances de la démocratie participative, pilier fondamental de la Révolution Bolivarienne. Cette apprentissage démocratique s'est construite peu à peu, élection après élection, faisant presque oublier aux Vénézuéliens que durant la 4e République, la fraude électorale était la norme. Ce succès de la Révolution Bolivarienne est une fois de plus menacé par l'opposition qui emploie des procédés non-démocratiques pour influencer le vote de leurs compatriotes.

Retour sur deux années de coup d'Etat continu

La guerre de basse intensité dans laquelle est plongé le Venezuela a commencé dans la nuit du 8 décembre 2012, lorsque le président Chávez annonça son départ pour Cuba et désigna Nicolas Maduro comme possible successeur. L'offensive pour tenter de détruire la Révolution Bolivarienne va alors adopter deux formes : politique et économique.

Au niveau politique, l'agression commence lors de l'élection de Nicolas Maduro à la présidence de la République. Bien que les normes du CNE n'aient pas changé depuis sa déroute reconnue contre Hugo Chávez quelques mois auparavant, Henrique Capriles Radonski n'accepte pas sa courte défaite et lance ses militants dans les rues pour tenter de renverser le pouvoir. Bilan : 11 morts (tous chavistes) et 72 blessés (3).

Un an plus tard, une tentative de putsch, dénommée La Salida (La sortie) fut organisée par l'ancienne députée Maria Corina Machado, l'ancien maire de l'agglomération de Caracas Antonio Ledezma ainsi que Leopoldo Lopez. Durant plusieurs mois et avec l'appui de paramilitaires colombiens, les putschistes mirent une partie du pays à feu et à sang. Là encore, le dénouement fut tragique : 43 morts (dont plusieurs militaires boliviens), et plus de 800 blessés.



Les « démocrates » de l'opposition en pleine action durant La Salida

Le 1er octobre 2014, le jeune député du Parti Socialiste Uni du Venezuela (Psuv), Robert Serra, est assassiné dans sa résidence de Caracas. C'est la troisième personne liée à la frange radicale du chavisme qui est abattue en à peine 6 mois (4). Les circonstances de ces assassinats restent troubles. Mais les commanditaires de ces meurtres semblent avoir réussi à faire passer leur message : l'aile radicale du chavisme est prévenue de ce qui pourrait l'attendre. Dans le cas de Robert Serra, l'enquête révélera la participation de paramilitaires colombiens.

Ce coup d'Etat continu ne s'arrête pas là. Un an jour pour jour après le lancement de La Salida, le 12 février 2015, un groupe d'officiers de l'aviation vénézuélienne lança l'Opération Jéricho dont le but était le bombardement de sites stratégiques civils et militaires (5) à Caracas, et l'assassinat de Nicolas Maduro. Le plan fut déjoué et les putschistes arrêtés. L'enquête révélera l'implication d'acteurs étrangers et de membres de l'extrême droite vénézuélienne basés à Miami.

Quelques jours plus tard, le 9 mars, le président des Etats-Unis, Barack Obama annonça que son gouvernement allait imposer de nouvelles sanctions contre des dirigeants bolivariens. Il décréta que le Venezuela représente une « menace extraordinaire et inhabituelle pour la sécurité nationale » des Etats-Unis. On pourrait croire qu'il s'agit d'une blague de mauvais goût, mais à la relecture des événements cités précédemment, on se rend compte qu'il s'agit bien d'un harcèlement politique permanent et d'une nouvelle attaque en règle contre le gouvernement bolivarien. Le même type de décret fut utilisé, entre autres, contre le Nicaragua Sandiniste en 1985, en 1986 contre la Libye, en 1988 contre le Panama de Noriega, en 1990 contre l'Iraq de Saddam Hussein, en 1992 contre la Yougoslavie. Dans tous les cas, ce type de décret fut le prélude légal à des actions militaires des Etats-Unis contre ces pays.

Drôle de coïncidence : 4 jours avant l'annonce du décret Obama, la compagnie pétrolière Exxon, au mépris de l'accord de Genève, (6) annonce l'exploitation pétrolière d'une partie de la Guyane Esequibo. Le gouvernement vénézuélien dénonce l'illégalité d'un tel accord entre le Guyana et Exxon. Le président du Guyana, David Granger, un ancien militaire formé aux Etats-Unis, fait monter la tension, accusant le Venezuela d'avoir des « prétentions impérialistes » (7) (sic). Le président Maduro ne tombera pas dans le piège de la provocation. Alors que certaines entreprises de communication françaises annoncent déjà un

« conflit armé » (8) initié par le Venezuela (re sic) pour sauver le «régime» (9) , le pouvoir bolivarien sait très bien que David Granger fait partie d'une machination, et que les Etats-Unis n'attendent que ce prétexte pour intervenir militairement selon la « légalité » que leur confère le décret fraîchement signé par Obama.

Le président du Venezuela, ancien ministre des affaires étrangères d'Hugo Chavez, fait jouer ses réseaux internationaux. Non seulement la campagne internationale contre le décret Obama sera un immense succès diplomatique (10) , mais de plus, celle lancée pour réaffirmer la souveraineté du Venezuela sur l'Esequibo aboutit à la réactivation par l'ONU des accords de Genève (11).



En rouge, la Guyane Esequibo, une région historique du Venezuela

Le 19 aout 2015, trois membres de l'armée vénézuélienne, sont blessés par balles à la frontière avec la Colombie. Les responsables de cet attentat sont membres des groupes paramilitaires colombiens qui, depuis plus de dix ans, tentent de contrôler des portions du territoire vénézuélien (12) . Ces groupes armés, au confluent du grand banditisme et des milices d'extrême droite, jouent, comme le souligne le politologue Dario Azzellini, le même rôle que jouaient les Contra nicaraguayennes (13) . Face à cette invasion silencieuse par cette armée d'avant-garde du narco colombien, le gouvernement décidera de fermer dans un premier temps le poste frontière de San Antonio. Les résultats politiques sont immédiats : plusieurs repaires de paramilitaires sont démantelés et nombres de ses membres arrêtés. Malgré la déferlante médiatique, il ne s'agissait pas d'une mesure anti-colombienne mais bien de l'affrontement entre un Etat dont les institutions restent faibles et une des organisations mafieuses les plus importantes au monde : le narco-paramilitarisme colombien. La fermeture de postes frontières aura d'ailleurs des répercussions sur la guerre économique menée contre le Venezuela.

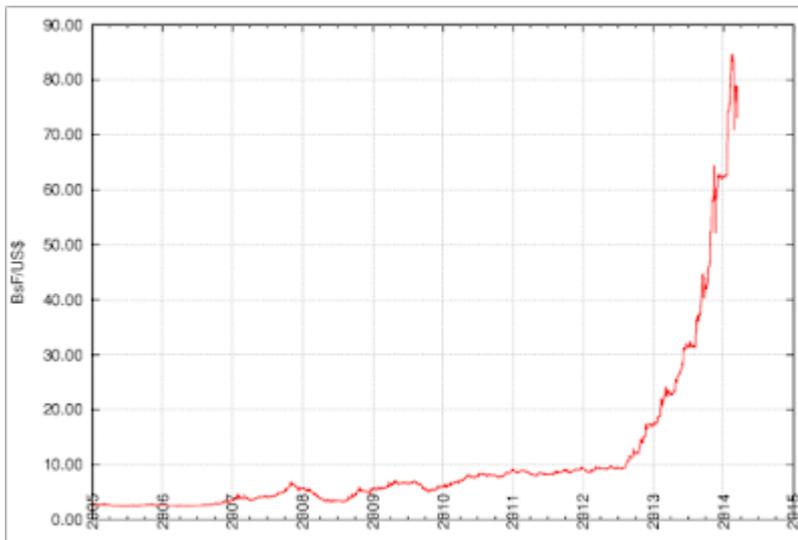
Comme on peut le voir, les attaques politiques et (para) militaires contre le Venezuela bolivarien n'ont pas cessé un instant durant les deux premières années de mandat de Nicolas Maduro. Cette déstabilisation permanente poursuit deux objectifs. En premier lieu, conquérir le pouvoir par des moyens anti-démocratiques. Comme le signalait l'ancienne député Maria Corina Machado durant #LaSalida « le Venezuela ne peut pas attendre de nouvelles élections » (14) . D'autre part, cette stratégie de la tension permanente a aussi pour but de fatiguer la population et d'orienter l'opinion publique vers l'option électorale de la droite vénézuélienne. En ce sens, l'autre face de ce coup d'Etat continu vient compléter à merveille cette lente stratégie pour retourner la population contre la Révolution Bolivarienne.

La Guerre Economique

Précisons d'emblée qu'une partie de la crise économique dans laquelle est plongé le Venezuela a des origines politiques internes. En 15 ans, et malgré les efforts en ce sens d'Hugo Chavez, le Venezuela n'a pas pu développer un appareil productif industriel et agricole. Le passage d'une économie de rente à une économie productive implique aussi un changement culturel qu'il est difficile d'établir en une ou deux décennies. Le réseau de communes productives socialistes n'est encore que très peu développé et rencontre de multiples entraves provenant même parfois de certains gouvernements locaux chavistes. L'économie du Venezuela demeure extrêmement dépendante de son exploitation pétrolière, qui représente 98% de ses exportations (et donc des rentrées de devises) et 50% de ses recettes fiscales. Autrement dit, la part la plus importante de l'économie vénézuélienne reste vulnérable aux aléas du marché pétrolier international. Et c'est là que le bât blesse. Depuis l'arrivée au pouvoir de Nicolas Maduro, le cours du pétrole a chuté de plus de la moitié de sa valeur. Cette chute spectaculaire du cours du brut a entraîné un effondrement du budget de l'Etat vénézuélien, qui par ailleurs s'est vu amputé de moitié les devises étrangères par lesquelles se réalisent les importations. N'importe quel pays dans une situation semblable serait plongé dans une crise économique similaire. Il ne s'agit pas d'une crise du modèle bolivarien mais du système rentier et de la culture de la rente. De fait, malgré un budget restreint, la part du budget allouée au social n'a pas été sacrifiée par le gouvernement de Nicolas Maduro.

Si l'Etat vénézuélien a depuis l'instauration du contrôle des changes en 2003 toujours eu le monopole du maniement des devises étrangères, il n'a jamais nationalisé le commerce extérieur. N'importe quelle entreprise peut acheter des dollars au taux fixé par le gouvernement pour importer des biens. Un taux parallèle a également toujours coexisté, afin de pallier les limites de l'offre officielle de devises, dépassant la valeur nominale officielle du bolivar de 50% à 100%. Entre 2003 et décembre 2012, le taux du dollar parallèle est passé de 2,5 bolivars à 10 bolivars pour 1 dollar. Dans le même laps de temps, le taux officiel passait de 2,15 en 2003 à 4,3 en 2012. Il était entendu que ce dollar parallèle permettait à des entreprises ou des particuliers d'acheter des devises sur un marché non contrôlé par l'Etat, soit pour importer des produits dont le prix n'était pas régulé par ce dernier, soit pour « placer » des bolivars dans une devise réputée plus « sûre ». Ce système bien qu'illégal possédait encore une certaine rationalité, mais provoquait une distorsion sur le marché vénézuélien. Et surtout, soulevait la question de savoir qui contrôlait vraiment le taux de change parallèle.

La guerre économique commença le 8 décembre 2012, à l'annonce du départ d'Hugo Chavez pour Cuba. En à peine un mois, et alors que le doute plane toujours sur la santé du Comandante, le dollar parallèle s'envole et passe de 10 à 20 bolivars pour 1 dollar. A la fin de l'année 2013, il se négocie à 65 bolivars alors que le Venezuela n'est pas encore touché par la baisse des cours du pétrole et donc par l'amenuisement de ses rentrées en devises. Il atteindra fin 2014, 170 bolivars pour 1 dollar.



Valeur du dollar parallèle entre janvier 2005 et février 2014. Son augmentation exponentielle coïncide « bizarrement » avec le départ d'Hugo Chávez. Source : <http://dolarparalelo.tk/>

A la veille des élections du 6 décembre 2015, le dollar parallèle culmine à près de 900 bolivars pour un dollar. Soit une augmentation de 8900% en à peine deux ans !!! Cette augmentation surréaliste du dollar parallèle ne correspond à aucun critère rationnel. Un site web (15) hébergé aux Etats-Unis et dirigé par trois membres de l'extrême droite vénézuélienne (16) donne les cours du dollar parallèle comme bon lui semble en se référant au prix du bolivar à Cúcuta, ville colombienne frontalière de l'Etat du Táchira.

Or, selon une résolution datant de l'année 2000 (17) , la Banque Centrale colombienne délègue aux agences de changes frontalières avec le Venezuela le soin de déterminer elles-mêmes le cours du peso par rapport au bolivar sans passer par le dollar. Cette situation inédite convertit le bolivar en un refuge pour le blanchiment de l'argent de la drogue en maintenant un taux artificiel du peso face au bolivar. Le gouvernement colombien, au-travers de cette résolution, et l'empire narcomafieux de la cocaïne (dont la Colombie est le principal producteur) sont donc à l'origine de ce complexe système de guerre économique.

Lorsque le gouvernement vénézuélien ferma les postes frontaliers avec la Colombie dans l'Etat du Táchira et dans l'Etat du Zulia, les agences de change colombiennes firent de même. Mais DolarToday continua de publier des cours à la hausse du dollar parallèle. Cette incongruité financière montre que le Venezuela est bien face à une attaque financière planifiée dont DolarToday n'est que la partie émergée de l'iceberg.

Les conséquences de cette spéculation contre le bolivar sont désastreuses. Le gouvernement importe directement des produits de base ou vend des dollars à des importateurs privés à un taux de 6.3 bolivars pour 1 dollar. Ces produits subventionnés sont censés être suffisants pour combler le marché national mais sont systématiquement revendus en contrebande en Colombie au prix du dollar parallèle. Les dollars obtenus sont à leur tour changés en bolivar au taux parallèle pour racheter soit des produits soit des dollars subventionnés par l'Etat, et ainsi de suite. Les produits alimentaires ainsi vendus viennent bien entendu à manquer sur les étalages vénézuéliens, et alimentent les files d'attentes et le ressentiment des citoyens.

Plus curieux encore, le trafic de monnaie vénézuélienne. Un billet de 100 bolivars (le plus haut en cours au Venezuela) est racheté en Colombie pour l'équivalent de 150 bolivars directement versés sur le compte du vendeur au Venezuela. De nombreux contrebandiers de monnaie ont ainsi été arrêtés porteurs de quantités faramineuses. Mais quiconque peut sortir du distributeur le maximum autorisé par semaine (20.000 bolivars), traverser la frontière, vendre cette somme en billets de 100 bolivars et recevoir un virement de 30.000 bolivars sur son compte en banque, et recommencer la semaine suivante (18) . Gain de l'opération : 10.000 bolivars par semaine. Salaire minimum mensuel avant la fermeture des postes frontières : 7.500 bolivars. Faites le calcul, et vous comprendrez qu'en plus d'affecter le système financier vénézuélien, ces attaques spéculatives ont aussi le mérite de détruire le faible tissu productif du pays de Bolivar. Ces trafics à partir de la monnaie vénézuélienne sont une véritable mine d'or pour les différents groupes armés illégaux (en premier lieu desquels les narcos et les paramilitaires (19)) pour blanchir de l'argent sale et financer leurs activités illégales.





La monnaie vénézuélienne est devenue un objet de contrebande

Si la contrebande d'essence, dont le prix est subventionné au Venezuela, est bien antérieure aux attaques économiques contre le pays bolivarien, elle a augmenté de manière exponentielle à mesure que le bolivar perdait de sa valeur. Au taux du dollar parallèle, on peut actuellement acheter 9.300 litres d'essence pour un dollar (pour faciliter la compréhension, écrivons le chiffre en lettre : neuf mille trois cents litres d'essence pour un dollar !!!!) (20) . Le trafic d'essence est devenu une activité lucrative pour la mafia, pour certains militaires vénézuéliens corrompus mais aussi pour tout un chacun. Un litre acheté 0.097 bolivar au Venezuela est revendu pour l'équivalent de 200 bolivars de l'autre côté de la frontière.



Trafic d'essence dans la région de la Guajira

Là encore, le gouvernement colombien a une responsabilité légale dans le pillage des richesses de son voisin. L'article 19 de la loi 681, publié dans le journal officiel de la République de Colombie le 10 août 2001, autorise les petits importateurs d'essence à distribuer le combustible en marge de l'entreprise pétrolière colombienne Ecopetrol. Pire : Ecopetrol se réserve aussi le droit de leur racheter l'essence à prix réduit. La contrebande d'essence est ainsi complètement légale en Colombie pour peu que ceux qui la pratiquent soient déclarés. Et le paiement d'impôts locaux dans des villes frontalières comme Cúcuta implique une partie non négligeable de leurs rentrées fiscales (21) . En outre, une partie de

l'essence vendue par Ecopetrol sur le territoire colombien provient de ce holdup « légal ».

A la fermeture des postes frontières sur son territoire l'Etat du Táchira, où l'on compte 160.000 véhicules, avait une consommation d'essence plus importante que la totalité de l'Etat Plurinational de Bolivie et ses 1.450.000 véhicules.



Un mois seulement après la fermeture des principaux postes frontières avec la Colombie, le Venezuela a récupéré 61 millions de litres d'essence (22). Fin octobre 2015, un membre de l'industrie pétrolière colombienne confiait au quotidien conservateur El Tiempo que la contrebande d'essence en provenance du Venezuela s'élevait autour de 41 millions de litres d'essence par mois (!!!), et que la Colombie allait devoir augmenter ses importations d'essence de 50% si la situation frontalière se maintenait ainsi (23).

Le trafic de produits alimentaires ou d'essence n'est pas uniquement l'apanage des colombiens. Elle réside en premier lieu dans la distorsion qui existe entre les subventions opérées par l'Etat vénézuélien sur certains produits et le libre marché de ses voisins. Les mêmes problèmes existent à la frontière brésilienne ou le long de la frontière maritime (24).

Mais elle résulte surtout de la spéculation contre le bolivar opérée par DolarToday avec l'appui des narcos, et la complicité de l'Etat colombien. De plus, à la différence d'autres pays, de très fortes organisations mafieuses et paramilitaires, très bien structurées, sont implantées chez le voisin colombien. C'est la solidité de ce réseau mafieux que le gouvernement bolivarien doit affronter. Il ne paraît pas étonnant d'ailleurs que deux des fondateurs de DolarToday soient suspectés de liens avec les cartels de la drogue colombiens (25). Une partie des énormes bénéfices réalisés dans ces opérations de contrebande sert aussi à financer des opérations paramilitaires en vue de déstabiliser la Révolution bolivarienne, comme ce fut le cas durant les guarimbas de l'année 2014 (26).

On peut aisément comprendre que la baisse drastique du pétrole ait provoqué une crise systémique de l'économie vénézuélienne. On peut aussi admettre que le gouvernement bolivarien ait commis quelques erreurs dans la gestion de celle-ci (27) mais nier l'existence même et l'impact de la guerre économique est d'une malhonnêteté intellectuelle que partagent malheureusement la plupart des journalistes et autres communicants. Les medias internationaux, des habituels prédicateurs de la catastrophe aux publications plus progressistes, omettent systématiquement de se référer aux conditions de la guerre

économique à l'œuvre contre le peuple vénézuélien, quand ils ne la tournent pas en dérision en la présentant comme une lubie du gouvernement bolivarien.

Pas besoin d'attendre 30 ans, et le déclassement de documents, pour comprendre que, comme pour le Chili d'Allende, la puissance impériale est en train de « faire crier l'économie » vénézuélienne (28).

Les conséquences de cette guerre économique sur la population sont épouvantables : baisse du pouvoir d'achat, pénurie de produits de base, files d'attente interminables pour se procurer le panier de la ménagère. C'est le moral de la base populaire du chavisme qui est attaqué de plein fouet.

S'ajoutent à cela d'obscurs théoriciens et groupes d'ultra gauche, systématiquement relayés par les organes d'information de la droite la plus réactionnaire, pour tenter d'expliquer au Peuple que le responsable de tous leurs malheurs est Nicolas Maduro et le gouvernement actuel. Comme le signale un câble de l'ambassade des Etats-Unis à Caracas révélé par Wikileaks, un des piliers de la stratégie de l'Usaid et de la représentation diplomatique étasunienne pour tenter de renverser Chavez a toujours consisté à infiltrer le chavisme pour le diviser (29).

Coïncidence ou non, on retrouve les mêmes portes parole de cette idéologie postmoderne d'ultragauche dans la plupart des pays progressistes latino-américains (30) . Si la plupart de ces idéologues ne sont pas des agents de la CIA, ils partagent entre eux les mêmes caractéristiques de classe (économiquement favorisés et dotés d'un capital culturel élevé) qui les mettraient à l'abri d'un éventuel retour de la droite néolibérale aux commandes de l'Etat. Dans leur compromis avec une certaine vérité et non avec la défense des intérêts de la classe populaire, ils sont les meilleurs alliés actuels des secteurs les plus conservateurs qui prétendent profiter de la crise économique pour revenir au pouvoir.

Les deux faces de ce coup d'Etat continu, politique et économique, poursuivent le même but : exténuer la base du chavisme afin qu'une majorité de citoyens vote contre ses propres intérêts aux prochaines élections législatives du 6 décembre 2015.

Les élections législatives du 6 décembre : Vers une victoire de l'opposition ?



L'hémicycle de Assemblée Nationale vénézuélienne

La plupart des enquêtes d'opinion donne une confortable marge d'avance à l'opposition (environ 15%). Cependant, la forme de ces enquêtes reste générale (« Voteriez vous pour l'opposition ou pour le chavisme ?») et ne tient compte ni des dissensions internes au sein de l'opposition (MUD vs Voluntad Popular ou Alianza Bravo Pueblo) ni du nom, de la popularité et de la stratégie des candidats locaux. Plus qu'une prophétie électorale, ces sondages reflètent plutôt le ras-le-bol des vénézuéliens face à la situation économique qui se répercute dans leur quotidien.

Même le journal de Miami, El Nuevo Herald, peu susceptible de sympathie avec le chavisme, doit reconnaître que, sur le terrain, les candidats de l'opposition n'arrivent pas à capitaliser localement le mécontentement des citoyens (31).

D'autre part, le système électoral législatif vénézuélien se caractérise par une combinaison de candidats élus nominalement (70% des députés) et élus à la proportionnelle (30% des députés). Ce système démocratique fut conçu initialement pour favoriser l'élection de députés n'appartenant pas à des grands partis mais ayant un travail local reconnu. Dans le contexte de la polarisation politique que connaît le Venezuela, la plupart des députés élus appartient à l'un ou l'autre des camps en faction. Toutes les tentatives visant à tirer profit de ce système et créer une troisième voie sont toujours restées infructueuses (32).

Les circonscriptions nominales sont déterminées selon l'article 19 alinéa 4 de la loi sur les processus électoraux : « la conformation des circonscriptions électorales se déterminera selon l'indice de la population. Pour ce faire, la population générale des Etats, du District Capital, des municipios sera établie selon la loi. Cette population générale sera divisée entre le nombre de sièges à pourvoir nominalement » (33).

La sociologie électorale du Venezuela privilégie le Psuv et ses alliés dans les zones urbaines informelles de classe populaire (les barrios) et les zones rurales ou semi urbaines. A l'inverse, l'opposition réalise ses meilleurs scores dans les zones urbaines formelles (zone populaires dont l'habitat est inclus dans la ville formelle et zones de couches moyennes et supérieures). La partition territoriale électorale tend donc à favoriser à priori le chavisme. Et le nombre de députés élus à la proportionnelle n'est pas suffisant pour réduire la brèche des députés élus grâce aux votes nominaux.

De plus, si les offensives contre la Révolution bolivarienne, sont permanentes, la campagne nominale est assez courte. Les candidats de l'opposition n'ayant que trois mois pour se faire connaître. La durée de la campagne risque donc d'être un atout au vu de l'organisation interne du Parti Socialiste Uni du Venezuela.

La Mesa de Unidad Democratica (MUD) n'est qu'une plateforme politique sans militants. Ces derniers appartiennent aux partis politiques qui composent la MUD. Et les membres d'un parti politique peuvent ne pas être enclins à assumer la campagne électorale d'un candidat d'un autre parti. En revanche, le Psuv dispose d'une structure organique redoutable.

Fin 2014, le parti chaviste s'est réorganisé. Les Unités de Bataille Bolivar-Chavez (Ubch) ont été constituées comme les principales cellules d'organisation du parti. Chaque Ubch regroupe 10 patrouilles sectorielles intégrées par les militants (34) . Les Cercles de lutte populaire regroupent, à leur tour, 3 ou 4 Ubch. Cette dernière organisation est implantée au niveau local, municipal, régional et national. Comme le montre un récent document du Psuv, le Parti organise « dans une première phase 4 instances: Le Congrès (985 membres), les

responsables des Cercles de lutte populaire CLP (3.988 membres), les responsables des Ubch (13.682 membres) et les responsables de Patrouilles sectorielles de chaque Ubch (10 pour chaque Ubch pour un total de 136.820 membres). Ces 136.820 responsables conformeront après leur élection une patrouille de 9 à 12 membres. Si on prend en moyenne 10 membres par patrouille, sera confirmée une 5e instance de 1.368.200 membres » (35). Lors d'une campagne électorale, les patrouilles sectorielles se transforment en patrouille territoriale pour assurer le vote des citoyens. Chaque militant de base a la tâche de chercher dans sa circonscription dix personnes qui voteront pour le chavisme. Le militant est responsable de « ses » électeurs, il les appellera le jour du vote pour leur rappeler leur devoir citoyen et au besoin assurera la logistique de leur transport vers leur bureau de vote.



En plus de cette structure organique qui permet au Psuv d'être présent jusque dans les plus petits hameaux du Venezuela, d'autres organisations comme le Front des Missions Sociales, l'Union Nationale des Femmes, ou encore le Grand Pôle Patriotique (qui regroupe 16 partis politiques et mouvements sociaux soutenant la Révolution) permettent à la Révolution Bolivarienne d'optimiser la communication politique et d'assurer la campagne électorale de manière centralisée. Il ne faut pas négliger le poids de cette organisation dans l'évolution des perceptions de l'opinion publique, et son influence finale sur les intentions de vote au niveau local.

Le 28 juin 2015, le Psuv a organisé des élections primaires afin que les militants choisissent leurs candidats aux élections parlementaires. Le résultat parle de lui même : 3.162.400 vénézuéliens et vénézuéliennes ont répondu présent. Si ce chiffre sera sans doute insuffisant pour gagner les élections législatives, il nous renseigne tout de même sur la teneur du noyau dur du chavisme et sa capacité à se déployer électoralement.

Les luttes internes de l'opposition, la prédominance du système nominal, la diversité sociale des circonscriptions électorales et la structure organique du Psuv pourraient donner une majorité restreinte de députés chavistes au sein de la future Assemblée Nationale. En revanche, il est fort possible que l'opposition sorte victorieuse en nombre total de voix. Il n'est pas impossible que le chaviste compte 5 ou 6 députés de plus que l'opposition mais que celle-ci réalise un total de voix avoisinant les 56-57% (36).

Pour illustrer notre propos, projetons le résultat des élections présidentielles de 2013 au niveau des circonscriptions électorales. Selon le Conseil National Electoral, Nicolas Maduro a été élu avec 50.62% des voix (7.587.579 électeurs) et Henrique Capriles réalisa un total de 49.12% (7.363.980 électeurs). Malgré une faible différence de 223.599 voix (1.49%), si l'on reporte ces électeurs à leurs circonscriptions législatives, le chavisme gagnerait l'Assemblée avec 99 députés contre 66 pour l'opposition (60% des députés pour le Psuv contre 40% pour l'opposition - 33 députés de plus pour le Psuv- malgré une différence de voix d'à peine 1.49%) (37) . Ce type de résultat est tout à fait normal dans un pays qui privilégie un système nominal. Notons qu'il n'y a là aucune incohérence démocratique. De nombreux pays fonctionnent de la sorte, ou possèdent des systèmes électoraux où le nombre d'élus ne correspond pas forcément avec le pourcentage de suffrages exprimés en leur faveur. L'Espagne, la France, le Royaume Uni, et bien d'autres fonctionnent ainsi (38).

Une situation propice à la déstabilisation

Les prochaines élections législatives sont cruciales pour l'opposition vénézuélienne. Ce n'est pas la première fois que la droite utilise le scénario d'élections parlementaires pour tenter de s'approprier le pouvoir par un raccourci non-démocratique. Rappelons-nous que l'opposition avait boycotté ces élections en 2005 dans le but de dénoncer par la suite l'emprise totalitaire du pouvoir bolivarien (39) . Cette stratégie avait déjà été employée en 1984, contre le Nicaragua sandiniste.

Dans leur lutte contre les gouvernements progressistes, les droites néolibérales du continent ont depuis innové, et utilisent désormais le pouvoir législatif comme un mécanisme essentiel pour réaliser des coups d'Etat. Comme le révélait l'ancien président déchu du Paraguay, Fernando Lugo : « le laboratoire de cette technique fut le Honduras, et a été perfectionnée au Paraguay » (40) . L'opposition vénézuélienne le sait, et ne compte pas laisser échapper cette opportunité de renverser la révolution bolivarienne. Qui plus est, leur programme prétend démonter tout l'arsenal législatif construit au cours de ces 15 dernières années. En plus d'abroger purement et simplement 30 textes de lois, la droite vénézuélienne compte « réviser tout le cumul des lois pour les ajuster à une vision intégrale d'un nouveau cadre juridique qui restituerait la nature démocratique de la République » (41)

Les élections du 6 décembre 2015 vont certainement être le théâtre d'une nouvelle tentative de déstabilisation de la Révolution Bolivarienne. Dans le cas où le chavisme compterait une faible majorité de députés obtenue avec une minorité des voix exprimées, l'opposition arguera certainement du caractère non démocratique du système représentatif vénézuélien pour tenter de provoquer une nouvelle crise politique. Cette stratégie macabre se fait sentir dès le mois de mai 2015, soit sept mois avant les élections.

Jésus « Chuo » Torrealba, qui avant d'être nommé secrétaire général de la MUD était financé par la NED, déclarait au nom de la plateforme des partis d'opposition : « Il ne s'agit pas que le gouvernement reconnaisse ou pas la défaite, il faut que la musculature citoyenne s'impose avec la force de la raison, avec la force du vote et si besoin est, avec la force de la mobilisation »(42) . L'exdéputée Maria Corina Machado fut encore plus claire : « Nous sommes face au processus électoral le plus frauduleux, truqué et sale de l'histoire, et il faut le dire, nous ne pouvons nous taire. Il faut l'affronter, car sinon ce serait une responsabilité historique. Ils [les chavistes NDT] vont commettre n'importe quelle fraude si nous le permettons, et pour lutter contre ça nous avons besoin de leaders, hommes et femmes, disposés à combattre partout où cela sera nécessaire : dans la rue, dans les manifestations,

dans la mobilisation citoyenne» (43) .

Le fait que l'opposition ait refusé de signer une charte démocratique du CNE invitant tous les participants à reconnaître les résultats des élections législatives (44) n'a donc rien d'étonnant si plusieurs mois à l'avance leurs leaders parlaient déjà de fraude et élaboraient leur stratégie putschiste.

C'est donc à une tentative de Coup d'Etat coloré que devra certainement faire face le gouvernement bolivarien au soir du 6 décembre 2015. Les récentes déclarations du Général John Kelly, responsable du SouthCom (45) , semblent aller en ce sens. Après avoir déclaré que le Venezuela est englué dans une crise, il n'exclut pas la possibilité pour les Etats-Unis d'intervenir « si on leur demandait ». Il n'a pas jugé bon de préciser qui, dans ce cas, serait leur interlocuteur (46) , l'opposition ou le gouvernement. Ce dernier cas de figure est pourtant peu probable.

Face à ce panorama, l'offensive médiatique internationale, qui construit l'image d'un pays au bord du chaos et de la guerre civile, prépare le terrain pour cette nouvelle offensive de l'opposition. L'objectif est de préparer l'opinion publique mondiale à une défaite du chavisme et d'installer l'idée de fraude électorale dans l'hypothèse d'une victoire du Psuv et des ses alliés afin de neutraliser les manifestations de solidarité contre le coup d'Etat coloré en gestation (47) .

Le scénario violent qui se prépare au Venezuela, s'il se réalise, aura des conséquences tragiques. Il sera le prélude nécessaire (48) pour rejeter la responsabilité des violences sur le gouvernement bolivarien et réunir les signatures nécessaires à la tenue d'un referendum révocatoire à partir d'avril 2015. Après 3 ans de coup d'Etat continu, l'opposition vénézuélienne aura certainement la force électorale pour tenter de révoquer le mandat du président Maduro. Comme le prévoit l'article 72 de la Constitution de la République Bolivarienne du Venezuela, tous les mandats sont révocables. Pour ce faire, il suffit que 20% du corps électoral en fasse la demande. C'est à dire 3.900.821 électeurs (49) , bien moins que le nombre d'électeurs qui a voté pour Capriles Radonski en 2013. On peut donc légitimement penser que les vénézuéliens seront appelés au cours de l'année 2016 à se prononcer sur la gestion du président Nicolas Maduro. L'opposition va-t-elle se plier enfin aux règles démocratiques établis dans la Constitution ? Rendez vous le 6 décembre 2015.

Romain Migus

Notes:

(1) 4 élections présidentielles, 4 élections législatives, 4 élections régionales, 15 élections locales, 2 élections parroquiales, plusieurs primaires tant pour l'opposition que pour le chavisme, plusieurs élections internes, ainsi que 8 referendums révocatoires dont celui du président Chavez en 2004.

(2) "Jimmy Carter: « El sistema electoral venezolano es el mejor del mundo », RT, 20/09/2012, <https://actualidad.rt.com/actualidad/view/54145-jimmy-carter-sistema-electoral-venezolano-mejor-mundo>

(3) Voir Romain Migus, « Nuit de cristal au Venezuela », *Venezuela en Vivo*, 17/04/2013, <http://www.romainmigus.com/2013/06/nuit-de-cristal-au-venezuela.html>

(4) Le 12 février 2014, Juancho Montoya, qui coordonnait le Secrétariat Révolutionnaire du Venezuela, organisation qui regroupe plusieurs collectifs boliviariens, était la première personne

assassinée du plan #La Salida. Le 27 avril 2014, Eliecer Otaiza est retrouvé torturé et assassiné. Président du Conseil Municipal de la ville de Caracas, il faisait partie de l'aile radicale du chavisme.

(5) Parmi les cibles choisies, le palais présidentiel, le ministère de la défense, le tribunal suprême de justice, ou encore la chaîne de télévision Telesur.

(6) Pour une explication détaillée du différent territoriale qui oppose le Venezuela au Guyana, voir *La Verdad sobre el Esequibo*, Caracas : ed. Presidencia de la República, 2015. Disponible en espagnol sur http://www.presidencia.gob.ve/Site/Doc/pdf/La_Verdad_del_Esequibo.pdf

(7) "Tema del Esequibo devela el verdadero rostro del presidente David Granger", *La Iguana*, 17/07/2015, <http://laiguana.tv/articulos/11797-mundo-venezuela-perfil-presidente-guyana-david-granger-agente-ee-uu-exxon-mobil>

(8) Simon Pellet-Rech, "Le Venezuela et le Guyana au bord du conflit armé », *Libération*, 28/09/2015, http://www.liberation.fr/planete/2015/09/28/le-venezuela-et-le-guyana-au-bord-du-conflit-arme_1392288

(9) Bernard Guetta, "Quand le Venezuela menace son petit voisin le Guyana", *France Inter*, 15/07/2015, <http://www.franceinter.fr/emission-geopolitique-quand-le-venezuela-menace-son-petit-voisin-le-guyana>

(10) La Unasur et la Celac, qui regroupent tous les pays du continent à l'exception du Canada et des Etats-Unis ont exprimé leur rejet du Décret Obama contre le Venezuela. Lors du VIIIe sommet des Amériques qui se déroulait au Panama, du 9 au 11 avril 2015, Barack Obama a même dû reconnaître publiquement que le Venezuela ne représentait aucune menace pour les Etats-Unis...sans pour autant abroger son décret.

(11) "Reactivado acuerdo de Ginebra y los primeros anuncios del Esequibo serían en noviembre", *La Iguana*, 15/10/2015, <http://laiguana.tv/articulos/15674-acuerdo-de-ginebra-el-essequibo-se-darian-en-noviembre-onu>

(12) Pour comprendre la logique de pénétration paramilitaire, voir Romain Migus, "El Táchira: ¿un estado colombiano? », *Venezuela en Vivo*, 03/10/2008, <http://www.romainmigus.com/2013/05/el-tachira-un-estado-colombiano.html>

(13) Bruno Sgarzini, "Dario Azzellini: la estrategia paramilitar es más parecida a la Contranicaragüense", *Misión Verdad*, 27/07/2015, <http://misionverdad.com/entrevistas/dario-azzellini-la-estrategia-paramilitar-es-mas-parecida-a-la-contra-nicaraguense>

(14) Voir "Protestas en Venezuela, 2 de Febrero de 2014 #LaSalida", *Youtube*, 03/02/2014, <http://www.youtube.com/watch?v=hyh3AEf5JDA>

(15) <https://dolartoday.com/>

(16) Orlando Urdaneta, qui en 2010 ordonnait de tuer Chávez depuis un programme de télévision, Eligio Cedeño, banquier ultra corrompu, jugé et condamné au Venezuela et Alberto Federico Ravell, ancien directeur de Globovision

(17) Voir le texte de cette résolution

sur http://www.banrep.gov.co/sites/default/files/reglamentacion/archivos/re_8_2000_compendio.pdf

(18)Luisa Colomine, « Una realidad en Cúcuta : yo vivo de tu bolívar », *Aporrea*, 18/08/2015, <http://www.aporrea.org/actualidad/n275948.html>

(19)Notons que la guérilla de l'ELN s'adonne aussi au trafic d'essence, notamment dans l'Etat d'Apure.

(20)Le litre d'essence coûte 0.097 bolivars. Le dollar parallèle est d'environ 900 bolivars pour un dollar.

(21)“Pedro Carreño: Colombia legaliza contrabando de pimpineros que se llevan la gasolina de Venezuela”, *VTV*, 25/08/2015, <http://www.vtv.gob.ve/articulos/2015/08/25/pedro-carreno-colombia-legaliza-contrabando-de-pimpineros-que-se-llevan-la-gasolina-de-venezuela-video-1339.html>

(22)“Venezuela ahorra 60,8 millones de litros de gasolina tras cierre de la frontera”, *El Universal*, 30/09/2015, <http://www.eluniversal.com.co/mundo/venezuela-ahorra-608-millones-de-litros-de-gasolina-tras-cierre-de-la-frontera-207275>

(23)Omar Ahumada Rojas, “Por cierre de Venezuela, inventarios de gasolina bajan más de 50%”, *El Tiempo*, 28/10/2015, <http://www.eltiempo.com/economia/sectores/cierre-de-frontera-con-venezuela-inventarios-de-gasolina-bajan-mas-del-50-/16415796>

(24)La pêche au chalut est interdite au Venezuela depuis le 14 mars 2009. Certains pêcheurs artisanaux vendent le produit de leur pêche en dollar à des chaluts étrangers les attendant en haute mer.

(25)Voir « Lustgarden Acherman, detenido por narcolavado fue socio de Eligio Cedeño y Alberto Federico Ravell », *Aporrea*, 14/06/2015, <http://www.aporrea.org/oposicion/n272209.html>. Dans le cas de Alberto Federico Ravell, les accusations de liens avec des colombiens appartenant aux réseaux de la drogue n'est pas nouveau. Dès 2011, de tels liens furent mis en lumière. Voir Ciudad CCs, « En un mes Ravell, tomará Cablenoticias », *Aporrea*, 19/08/2011, <http://www.aporrea.org/actualidad/n186950.html>

(26)« Narcotraficante solicitado por interpol organizaba guarimbas », *Contrainjerencia*, 04/03/2014, <http://www.contrainjerencia.com/?p=85334>

(27)Notamment de ne pas avoir augmenté le prix de l'essence et le prix domestique de l'énergie, de ne pas avoir réformé son système fiscal ou encore de surévaluer le bolivar.

(28)Des documents déclassés ont révélé bien des années après le coup d'Etat au Chili le 11 septembre 1973 que le président Nixon avait ordonné à la CIA de « faire crier l'économie chilienne » et d'organiser une guerre économique contre le Peuple chilien en vue de le retourner contre le gouvernement démocratique de Salvador Allende. Pour une comparaison entre la situation chilienne d'alors et la situation vénézuélienne actuelle nous conseillons la vidéo suivante : <https://www.youtube.com/watch?v=pThvRenK5T4>

(29)Voir le câble Wikileaks: https://wikileaks.org/plusd/cables/06CARACAS33356_a.html ainsi que Alexander Main et Dan Beeton, « Comment Washington tente de déstabiliser les gouvernements progressistes », *Mémoire des luttes*,

26/10/2015, <http://www.medelu.org/Comment-Washington-tente-de>

(30) Dans le cas de l'Équateur lire : Romain Migus, « Tentatives de déstabilisation en Équateur. Réflexion sur l'indigénisme occidental », *Venezuela en Vivo*,

30/08/2015, <http://www.romainmigus.com/2015/08/tentatives-de-destabilisation-en.html> ainsi que Guillaume Long , « En défense de Raphael Correa », *Mémoire des luttes*,

19/10/2015, <http://www.medelu.org/En-defense-de-Rafael-Correa,2168>

(31) Eduard Freisler , “Pese a la crisis, la oposición no logra capitalizar aún la decepción del chavista”, *El Nuevo Herald*,

18/06/2015, <http://www.elnuevoherald.com/noticias/mundo/america-latina/venezuela-es/article24930736.html> .

(32) C'était le cas du parti Patria Para Todos (PPT) en 2010, et ce sera le cas du parti trotskyste Marea Socialista lors de ces prochaines élections. On doit cependant noter que dans un cas comme dans l'autre les partis en question présentent des candidats issus de l'intelligentsia académique ayant peu d'emprise sur le réel vécu par les vénézuéliens.

(33) La loi est disponible en espagnol sur le site du Conseil National

Electoral, http://www.cne.gob.ve/web/normativa_electoral/ley_organica_procesos_electorales/indice.php

(34) Patrouille de formation idéologique, Patrouille de mobilisation, Patrouille de propagande, agitation et communication, Patrouille d'articulation avec les mouvements sociaux, Patrouille d'articulation avec les mouvements de femmes, Patrouille d'articulation avec la jeunesse, Patrouille d'appui au gouvernement de rue, Patrouille de défense intégrale, Patrouille de technique électorale, Patrouille de logistique.

(35) Voir <http://www.psuv.org.ve/el-23n-psuv-se-organiza-y-elige/>

(36) C'est ce que laisse penser l'analyste Nestor Francia en se basant sur des enquêtes d'opinions locales, Voir Nestor Francia, “Análisis de entorno: escenario complicado”, *El Joropo*,

05/10/2015, <http://www.eljoropo.com/site/nestor-francia-analisis-de-entorno-escenario-complicado/>

(37) Eugenio Martínez, “4 razones que obligan a la Oposición a ir unida a las #EleccionesParlamentarias”, *ProDaVinci*,

16/01/2015, <http://prodavinci.com/2015/01/16/actualidad/4-razones-que-obligan-a-la-oposicion-a-ir-unida-a-las-eleccionesparlamentarias-por-eugenio-martinez/>

(38) Aux élections générales espagnoles de 2011, Izquierda Unida obtint 5 députés de moins que les nationalistes catalans malgré 665.119 électeurs de plus. En France, le Front National qui représente un quart des électeurs français n'a que deux des 577 députés. Au Royaume-Uni, Tony Blair obtint 74% des députés avec “seulement” 55% des voix. En Grèce, Syriza et Anel conservent la majorité absolue au parlement (155 députés – 51.32% des députés) malgré les 39.15% de voix exprimées en leur faveur, etc.

(39) Voir Romain Migus, *Les élections parlementaires du 4 décembre 2005, autres victimes de la propagande de guerre*, Caracas : ed. Minci, 2005. Disponible

sur <http://www.minci.gob.ve/wp-content/uploads/downloads/2013/01/eleccionesdemocraticasdel4denfrances.pdf>

(40) Gerardo Iglesias, “El laboratorio del golpe de Estado de Paraguay fue Honduras, reconoce

Fernando Lugo”, *Cuba Debate*,

02/07/2012, <http://www.cubadebate.cu/especiales/2012/07/02/el-laboratorio-del-golpe-de-estado-de-paraguay-fue-honduras-reconoce-fernando-lugo/#.VV3-0iliOUg>

(41)Article 162 des “Lineamientos para el programa de gobierno de unidad nacional”. Pour une lecture critique du programme de la droite vénézuélienne, voir Romain Migus, *El programa de la MUD*, Caracas, ed. Barrio Alerta, 2012. Disponible en espagnol sur http://albaciudad.org/wp/wp-content/uploads/2012/09/libro_el_programa_de_la_mud.pdf

(42)“Vea cómo maría corina, « chuo » torrealba y su combo ya están cantando fraude”, *La Iguana*, 12/05/2015, <http://laiguana.tv/articulos/8938-maria-corina-chuo-torrealba-opositores-fraude-parlamentarias-2015>

(43) *Ibid.*

(44)¿Por qué la oposición venezolana no firma el acuerdo del 6D?, *Telesur*, 26/10/2015, <http://www.telesurtv.net/news/Por-que-la-oposicion-venezolana-no-firma-el-acuerdo-del-6D-20151026-0077.html>

(45)United State Southern Command (SouthCom) est le commandement étasunien responsable des actions militaires des Etats-Unis en Amérique Centrale, Amérique du Sud et Caraïbe.

(46)“Declaraciones del jefe del comando sur de EE.UU, John Kelly”, *Youtube*, 27/10/2015, <https://www.youtube.com/watch?v=qfUIUpa9FBQ>

(47)C’est aussi le point de vue du journaliste Eleazar Diaz Rangel. Voir « Peligros de Golpe », *Aporrea*, 01/11/2015, <http://www.aporrea.org/actualidad/a216397.html>

(48)En 2004, la recollection de signatures pour le referendum révocatoire fut précédé de violences et guarimbas.

(49)En août 2015, le Venezuela totalise 19.504.106 électeurs inscrits, voir <http://www.vtv.gob.ve/articulos/2015/08/06/cne-870-mil-nuevos-votantes-fueron-incluidos-en-repadron-asciende-a-19-5-millones-de-electores-9618.html>

Edition: Arnaud Rubi

La source originale de cet article est romainmigus.com/

Copyright © [Romain Migus](http://romainmigus.com/), romainmigus.com/, 2015

Articles Par : [Romain Migus](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien

vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca